Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article83

Woulo pou 1Ã© mÃ© 2007

- Expressions - Tracts -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 14 avril 2007

Mis Ã jour le : mercredi 2 juillet 2008

UGTG.org

[\[JPEG\]](#) **Le 1^{er} Mai est la Journée Internationale de lutte de tous les Travailleurs.** Ils analysent leurs combats et tracent leurs perspectives.

Ce 1^{er} Mai 2007 en Guadeloupe, nous rappelle les événements d'Euros" il y a 40 ans.

Le 1^{er} Mai 1967, l'Euros"Etat colonial français, à la solde des capitalistes, dans un contexte répressif, interpellait plusieurs jeunes et travailleurs venus manifester à Capesterre Belle-Eau lors de la Journée Internationale des Travailleurs.

Auparavant le 22 Mars 1967, les forces de répression avaient déjà violemment réprimé le Peuple de Basse-Terre qui s'était révolté parce qu'Euros"un commerçant raciste, se nommant SNRSKY, avait lâché son chien sur BALZINC, un ouvrier cordonnier handicapé.

La répression de mars 1967 et les interpellations du 1^{er} mai 1967 n'étaient rien, comparées au carnage que des militaires et des CRS allaient perpétrer les 26 et 27 mai 1967 dans les rues de Pointe-à-Pitre, à l'encontre de passants, de jeunes et de travailleurs du bâtiment en négociation pour 2,5% d'Euros"augmentation.

Et 87 morts à Pointe-à-Pitre, officialisés par le Ministre de l'Euros"Outre-Mer, Georges LEMOINE, sous la présidence de François MITERRAND

Et plus de 500 arrestations et plus d'une cinquantaine d'Euros"emprisonnés dont 18 déportés dans les geôles de la région parisienne.

Ce 1^{er} mai 2007 est l'occasion pour nous Travailleurs et nous Peuple de Guadeloupe de questionner l'Euros"Etat français :

Et sur les vraies raisons de ce carnage ;

Et sur le nombre exact de morts et de blessés

Et sur les dispositions mises en oeuvre pour traîner en justice les responsables de cette boucherie.

Ce 1^{er} mai 2007, qui se situe en pleine période électorale, est l'occasion pour nous Travailleurs de rappeler à ceux qui, aujourd'hui, se présentent tels des magiciens que la réalité de la Guadeloupe est :

Et plus de 60.000 chômeurs

Et plus de 30.000 Rmistes ;

- plus de 17.000 familles vivant en-dessous du seuil de pauvreté ;
- un système scolaire et universitaire inadapté et des moyens insuffisants ;
- une formation professionnelle sans orientation et sans moyens ;
- des Guadeloupais livrés à la drogue et à la mendicité, et de plus en plus sans espoir ;
- 100% de la population empoisonnée par le chlordane ;

Les mesures d'exonérations fiscales et sociales, en faveur des patrons ont pas diminué le nombre de chômeurs. Bien au contraire, ces mesures se sont accompagnées de licenciements, de fermetures d'entreprises, de délocalisations et ont engendré le développement de l'emploi précaire (extras, Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, Contrat d'Avenir sans avenir, Contrat d'Insertion), l'exclusion, la misère et la pauvreté.

Le secteur public, en voie de privatisation, connaît lui-aussi un développement de la précarité par la recrudescence des personnels contractuels et vacataires.

Les Travailleurs de Guadeloupe, en se mettant debout contre les licenciements, contre l'emploi précaire, signifient qu'ils ont bien compris que seule la lutte peut leur permettre d'arracher la reconnaissance de leur emploi et conquérir de nouveaux droits.

En ce sens, saluons le combat :

• des Travailleurs de la Chambre de Métiers, qui depuis plus de 6 mois, luttent pour la titularisation des Travailleurs en CDD abusifs (agents contractuels vacataires et emplois jeunes) ;

• des Travailleurs de l'AFPA face à un caméléon, hier soi-disant syndicaliste et aujourd'hui pourfendeur des travailleurs, de leurs organisations et du syndicalisme ;

• des Travailleurs des cliniques privées en lutte pour un salaire décent, face à un patronat qui leur propose 1% d'augmentation alors que le coût de la vie en 2006 était de 2,5 %...

• des Travailleurs de la Générale des Eaux qui ont exigé l'arrêt des discriminations, le respect de l'Accord d'Entreprise, des conditions d'hygiène, de sécurité et de travail ;

• des ex-salariés de la Ferme de Campêche qui se battent pour sauvegarder la production guadeloupéenne ;

• des Travailleurs de l'Education et de l'Université, mobilisés pour refuser la politique actuelle qui entraîne de nouvelles dégradations de leurs conditions de travail, la baisse de leur pouvoir d'achat (attaque contre les 40% des ATER) et porte atteinte à la qualité de l'enseignement et aux chances de réussite des élèves et des étudiants de Guadeloupe ;

âEurosç de tous les autres Travailleurs des Secteurs Privé et Public.

Le 1er Mai, ANSANM ANSANM, Nous, Travailleurs de Guadeloupe, disons :

[\[JPEG\]](#)

âEurosç **NON, au Vœglaj des politiciens** à la solde des exploiters capitalistes, quel que soit leur bord politique ;

âEurosç **NON, aux entreprises de déniement et de déstabilisation** des Travailleurs et de leurs Organisations Syndicales ;

âEurosç **NON, à la répression antisyndicale** et à l'atteinte au droit d'expression du Peuple de Guadeloupe ;

âEurosç **NON, au libéralisme et à sa mondialisation**, destructrices de l'environnement et des peuples.

ANSANM, ANSANM, Nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe, faisons de ce 1er Mai 2007, une journée de vaste mobilisation :

âEurosç pour un développement économique maîtrisé, créateur d'emplois ;

âEurosç pour le respect du Peuple de Guadeloupe et de notre environnement ;

âEurosç pour le respect des lois sociales, du Code du Travail, des Conventions Collectives et des Statuts ;

âEurosç pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail ;

âEurosç pour une politique éducative ambitieuse tenant compte de nos réalités historiques, culturelles et environnementales ;

âEurosç pour la reconnaissance du fait syndical Guadeloupéen ;

âEurosç pour la vérité sur le massacre de Mai 1967 ;

âEurosç pour la vérité sur l'empoisonnement au chlordane des terres, des Femmes et des Hommes de Guadeloupe ;

âEurosç pour la priorité d'embauche compétente égale des Guadeloupéens ;

à l'attention de la Commission anti-syndicale.

CGTG / CTU / FO / FSU / FAEN-SNCL / SPEG / SUD PTT / UGTG / UNSA /

P-P, le 18/04/07